



AP-HP.  
Hôpitaux universitaires  
Henri-Mondor



Sites : Henri Mondor – Albert Chenevier – Emile Roux –  
Dupuytren – Georges Clemenceau

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Consultation n° HMN25A09SRV**

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

(En application de l'article R2124-1 et R2124-2 1° du code de la commande publique)

### Objet :

Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert-Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».

### **Lieux d'exécution**

#### **Hôpital Henri Mondor**

1 rue Gustave EIFFEL  
94010 Créteil

#### **Hôpital Albert Chenevier**

40 rue de Mesly  
94000 Créteil

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert-Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	1 / 21

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
1.1 Objet.....	3
1.2 Forme et montant .....	3
1.3 Durée.....	4
1.4 Modification du marché public.....	4
<b>ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
2.1 Allotissement .....	4
2.2 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) .....	4
2.3 Variantes .....	4
<b>ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS et certificats.....</b>	<b>5</b>
<b>3.1 Pièces contractuelles .....</b>	<b>5</b>
<b>3.2 Certificats.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>5</b>
<b>4.1 Cotraitance.....</b>	<b>5</b>
<b>4.2 Sous-traitance.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS .....</b>	<b>6</b>
5.1 Caractère des prix.....	6
5.2 Régime des taxes.....	7
<b>ARTICLE 6 : COMMANDES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE.....</b>	<b>8</b>
7.1 Secret professionnel .....	8
7.2 Respect des principes de la République.....	8
7.3 Accès à l'établissements – Identification .....	10
7.4 Grèves.....	10
7.5 Réunion de mise en place du marché.....	11
7.6 Obligation de l'entreprise quant au personnel .....	11
<b>ARTICLE 8 : CONTROLE – SUIVI DU MARCHÉ .....</b>	<b>16</b>
8.1 Contrôle .....	16
8.2 Suivi du marché .....	17
8.3 Insertion de prestations nouvelles.....	17
<b>ARTICLE 9 - FACTURATION – PAIEMENT .....</b>	<b>17</b>
9.1 Facturation .....	17
9.2 Paiement .....	17
9.3 Avances.....	18
<b>ARTICLE 10 : ASSURANCES .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 11 : NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCES .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION.....</b>	<b>19</b>
13.1 Pénalités.....	19
✓ <b><i>Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé.....</i></b>	<b>20</b>
13.2 Résiliation, litiges.....	20
<b>ARTICLE 14 : DEROGATIONS.....</b>	<b>21</b>

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	2 / 21

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

### 1.1 Objet

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) précise les conditions d'exécution du marché relatif à la nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».

Les prestations de service se déclinent ainsi :

✓ **Hôpital Henri Mondor**

1. Collecte des chariots repas dans les services après le service du soir
2. Nettoyage en plonge batterie des équipements de batteries et des bacs gastronormés et des couvercles (ainsi que ceux de l'hôpital Albert Chenevier après leur retour par camion assuré par l'hôpital), des ustensiles de cuisines
3. Nettoyage en plonge vaisselle en cuisine : plateaux, assiettes, cloches et des ramequins
4. Nettoyage des échelles de transport des repas (inserts de fours)
5. Opérations de dérochage des assiettes et de trempage

✓ **Hôpital Albert Chenevier**

1. Nettoyage en plonge vaisselle des plateaux, des assiettes, des cloches et des ramequins
2. Nettoyage des chariots de remise en température des repas
- 3 Opérations de trempage

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### 1.2 Forme et montant

Conformément aux dispositions des articles R2124-1, R2124-2.1, R2131-16 à R2131-18, R2161-3 à R2161-5 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché formalisé passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Le marché prend par ailleurs, la forme d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est assurée par le biais de bons de commande (articles R2162-2, R2162-4 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique).

Le marché est à prix unitaires au sens de l'article R2112-6 1° relatif au code de la commande publique.

En application de l'article R2162-4 du code la commande publique, le marché est conclu avec un montant minimum et avec un montant maximum.

Le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor s'engage sur un montant minimum sur 24 mois valorisé au niveau de l'offre du titulaire sur la durée totale du marché.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum représenté par 120% du montant de l'offre valorisé au niveau de son offre sur la durée totale du marché.

Si le montant maximum du marché est atteint, le marché sera résilié de plein droit et sans indemnité.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	3 / 21

### **1.3 Durée**

Le marché est conclu pour une durée de 24 mois et sera renouvelable par tacite reconduction 1 fois 24 mois.  
Le marché débutera à la date de notification.  
La durée totale du marché, période de reconduction comprise, ne pourra excéder 48 mois.  
Le titulaire du marché ne pourra refuser la reconduction.

Si le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor décide de ne pas renouveler le marché, il sera notifié au titulaire par lettre de la Directrice du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor en Recommandé avec Accusé de Réception au plus tard 2 mois avant la date d'échéance.

En tout état de cause, les bons de commandes émis dans le délai de validité du marché pourront être honorés postérieurement au terme de la validité du marché et ce, pendant une durée maximale de 2 mois après le terme du marché.

### **1.4 Modification du marché public**

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, l'acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative de l'acheteur ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir à l'acheteur par LRAR.

## **ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ**

### **2.1 Allotissement**

L'acheteur décide de ne pas allotir du fait de la simplification des processus administratifs et techniques, notamment concernant l'organisation et le suivi des prestations entre les deux sites Henri Mondor et Albert Chenevier.

### **2.2 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Sans objet.

### **2.3 Variantes**

Le présent appel d'offres est lancé sans variante et le candidat doit respecter les définitions du CCTP.  
Aucune variante ne pourra être proposée par le titulaire en cours de marché.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	4 / 21

## ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET CERTIFICATS

### 3.1 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (DPGF – BPU);
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Les cadres de réponses techniques ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS), en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les bons de commande ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour l'acheteur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.
- Tout document déposé avec l'offre.

### 3.2 Certificats

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, quelle que soit la date de début de marché et sans que l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

## ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

### 4.1 Cotraitance

La situation des cotraitants est régie par le CCAG-FCS (notamment en ses articles 3.5, 3.7.4, 3.8.4 et 12) et par les articles R2142-3, R2142-19 à R2142-27, R2191-39, R2191-53 du code de la commande publique. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

### 4.2 Sous-traitance

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le GHU AP-HP. Henri Mondor, pour pallier ses défaillances éventuelles. Cet éventuel sous-traitant devra répondre aux mêmes exigences que le prestataire.

La situation des sous-traitants est régie par les articles L2193-1 à L2193-14 et R2191-6 à 7, R2191-45 et R2193 du code de la commande publique et le CCAG-FCS (notamment en ses articles 3.6 et 12).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	5 / 21

En application du présent marché, le titulaire peut sous-traiter les prestations de son choix dans le respect des textes précités et après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur.

## ARTICLE 5 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

### 5.1 Caractère des prix

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché. Les prix du marché seront fermes la 1<sup>ère</sup> année du marché et révisables à partir de la 2<sup>ème</sup> année.

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

Indices utilisés :

**Sn** = L'indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565196.

Formule utilisée :

#### Première révision

$$P_1 = P_0 (0,15 + 0,85 \times \frac{S_{n_1}}{S_{n_0}})$$

Avec :

P<sub>1</sub> = prix de règlement après la première révision

P<sub>0</sub> = prix initial du marché

S<sub>n<sub>0</sub></sub> = indice du mois de début de marché

S<sub>n<sub>1</sub></sub> = dernier indice publié trois mois avant la date d'effet de la première révision

#### Deuxième révision

$$P_2 = P_1 (0,15 + 0,85 \times \frac{S_{n_2}}{S_{n_1}})$$

Avec :

P<sub>2</sub> = prix de règlement après la deuxième révision

P<sub>1</sub> = prix résultant de la première révision

S<sub>n<sub>1</sub></sub> = dernier indice connu trois mois avant la date d'effet de la première révision

S<sub>n<sub>2</sub></sub> = dernier indice publié trois mois avant la date d'effet de la deuxième révision

#### Troisième révision

$$P_3 = P_2 (0,15 + 0,85 \times \frac{S_{n_3}}{S_{n_2}})$$

Avec :

P<sub>3</sub> = prix de règlement après la révision

P<sub>2</sub> = prix initial du marché

S<sub>n<sub>2</sub></sub> = dernier indice publié trois mois avant la date d'effet de la deuxième révision

S<sub>n<sub>3</sub></sub> = dernier indice publié trois mois avant la date d'effet de la troisième révision

Les coefficients de révision sont présentés avec deux chiffres après la virgule.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	6 / 21

#### Clause de sauvegarde :

Dans l'impossibilité d'un accord entre le prestataire et le GHU AP-HP. Henri Mondor, si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 3 %, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

#### Demande d'ajustement des prix :

Le titulaire fait parvenir au Département des Marchés Publics du GHU AP-HP. Henri Mondor, sa demande d'ajustement des prix, et ce, par lettre recommandée avec avis de réception.

le Département des Marchés Publics du GHU AP-HP. Henri Mondor transmet par courrier son accord ou son refus (en cas de dépassement de tarifs ou de retard dans les délais de transmission au Département des Marchés Publics du GHU AP-HP. Henri Mondor).

Cette demande, complétée du barème des prix de référence hospitalier du titulaire, est accompagnée des nouveaux prix et d'une note explicative de l'évolution des tarifs.

Les ajustements des prix du titulaire s'entendent prix par prix.

### **5.2 Régime des taxes**

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

## **ARTICLE 6 : COMMANDES**

L'exécution des prestations du présent marché est subordonnée à l'émission par la Direction des Achats, des Services Economiques et de la Logistique (DASEL), d'un bon de commande préalable, mentionnant les prestations souhaitées.

Les commandes seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins. Elles seront transmises au titulaire par voie électronique.

Tout bon de commande (quantité, qualité) peut être modifié ou annulé par l'établissement sous réserve d'un préavis de 72 heures.

Chaque bon de commande sera numéroté et précisera :

- la nature des prestations à réaliser ;
- les dates de réalisation de la prestation ;
- la référence du marché ;
- le prix unitaire hors taxes, en référence au prix contractuel comme mentionné à l'annexe financière (DPGF – BPU) de l'acte d'engagement,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total de la commande toutes taxes comprises.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de 2 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	7 / 21

Si le titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE**

### **7.1 Secret professionnel**

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) ou documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié l'acheteur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

### **7.2 Respect des principes de la République**

Le présent contrat prévoit que le titulaire participe à l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier  
Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	8 / 21



- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnels auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent

Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : GHU AP-HP. Henri Mondor – Direction Générale – 1 rue Gustave Eiffel, 94010 Créteil Cedex – 01 49 81 20 07

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 100 € par jour, puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

### **7.3 Respect des principes de la neutralité et de la laïcité**

**Le respect de la neutralité et de la laïcité :** L'obligation de neutralité religieuse fait interdiction à un agent de manifester sa conviction religieuse par le port d'un signe ou d'un vêtement religieux. Ce principe vise à protéger les usagers du service de tout risque d'influence ou d'atteinte à leur propre liberté de conscience. Il trouve à s'appliquer avec une rigueur particulière dans les services publics dont les usagers sont dans un état de fragilité ou de dépendance : c'est le cas à l'hôpital.

Le fait de refuser de manière continue de se conformer aux injonctions de ses supérieurs hiérarchiques de retirer un signe ou un vêtement présentant un caractère ostensible constitue une faute disciplinaire

Pour manquement à l'obligation de neutralité. (Références et textes guide APHP 2023, de la laïcité à l'Hôpital).

Le présent marché prévoit que le titulaire du marché participe de l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier.

Par conséquent, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	9 / 21

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent marché, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitant ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor – Direction Générale – Département des Marchés Publics – 1 rue Gustave EIFFEL – 94010 Créteil.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans un délai qui lui est prescrit.

Si la mise en demeure est infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de cent euro (100 euros) par jour, puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

#### **7.4 Accès à l'établissements – Identification**

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous-traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

#### **7.5 Grèves**

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	10 / 21

**En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables au bon fonctionnement des services en accord avec la personne publique.**

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

## **7.6 Réunion de mise en place du marché**

Le GHU AP-HP. Henri Mondor organisera une réunion de mise en place du marché à laquelle le titulaire est tenu de participer.

## **7.7 Obligation de l'entreprise quant au personnel**

**Le marché sera exécuté sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :**

Les services seront exécutés sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour l'exécution des prestations ;
- au règlement intérieur des Hôpitaux universitaires Henri Mondor et Albert Chenevier;
- aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel.

### **Aux textes et lois relatifs aux :**

- Conditions d'entrée et de séjour des étrangers ;
- A l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ;
- A la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité ;
- Au renforcement de la lutte contre le travail clandestin et l'immigration ;
- Au travail clandestin ;
- Au renforcement de la lutte contre le travail illégal ;
- A la sécurité intérieure ;
- Au code du travail ;
- A la Convention collective nationale des entreprises de restauration et de propreté ;
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à l'hygiène alimentaire et au bio-nettoyage des locaux.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	11 / 21

Le titulaire doit veiller à ce que la proportion des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie, employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché soient conformes à la réglementation en vigueur.

Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché.

**L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir.**

S'il apparaît que l'entreprise n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en oeuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, sa responsabilité peut être engagée.

*7.7.1 Obligation de l'entreprise quant aux visites médicales réglementaires*

Le titulaire s'engage à soumettre le personnel exerçant ses fonctions au sein de l'hôpital (y compris le personnel assurant des remplacements ponctuels) à toutes les visites médicales.

En outre, et d'une manière générale, tous les employés (y compris le personnel assurant des remplacements ponctuels) doivent satisfaire aux obligations réglementaires sur les vaccinations obligatoires du personnel hospitalier, réactions cutanées tuberculiques (les employés âgés de moins de 35 ans devront recevoir une vaccination par le BCG au cas où la réaction à la tuberculine serait négative), radiographie pulmonaire, coprocultures et vaccinations prévues par la réglementation générale, en particulier à des examens de laboratoire en conformité avec les dispositions de l'article 21 du décret n° 71-636 du 21 juillet 1971. Enfin, il est fait obligation au prestataire de faire vacciner contre l'hépatite le personnel mis à disposition de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris.

Les divers examens, épreuves et vaccinations ci-dessus visés sont à la charge du prestataire. Il devra également fournir à la demande de l'administration, la preuve que les prescriptions du présent paragraphe ont été respectées.

De plus, compte tenu de la spécificité du cadre de travail hospitalier, la Directrice de l'établissement peut demander toute visite médicale ou vaccination qu'elle estimerait souhaitable auprès de la société prestataire.

La médecine du travail du titulaire se mettra en relation avec celle de l'hôpital sur tous ces domaines et fournira le cas échéant les documents.

**En cas d'accidents d'exposition au sang**

Les salariés de l'entreprise prestataire seront pris en charge selon le protocole élaboré en collaboration avec les services de la médecine du travail et de la direction de la qualité et de la gestion des risques.

La suite du suivi sera assurée par la médecine du travail de la société prestataire.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	12 / 21

### **Dispositions générales**

**Le présent marché comporte une obligation de résultat.** Il appartient donc au titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer les prestations exigées dans le cahier des charges en veillant au respect des fréquences imposées pour chacun des bâtiments, locaux et zones décrits dans le CCTP et de mettre en place les effectifs, nécessaires à une bonne exécution de la prestation.

Le titulaire du marché devra s'assurer que le personnel affecté dans les différentes zones possède les pré-requis nécessaires et notamment la compréhension des observations qui peuvent leur être faites ainsi que la connaissance de précautions à prendre dans l'exécution des tâches : **les agents d'exécution devront comprendre les observations qui pourront leur être faites et maîtriseront la langue française orale et écrite pour les usages du service.**

**Ils devront faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers. En cas de manquement aux règles normales d'usage, le remplacement d'un ou plusieurs agents du prestataire pourra être demandé par l'hôpital.**

L'identité des agents affectés sera communiquée par écrit à la Directrice du GHU AP-HP. Henri Mondor ainsi que tout mouvement, remplacement, congé ou détachement d'agent.

Les fiches de missions actualisées seront fournies lors de la mise au point du marché à l'issue du choix du prestataire et le titulaire s'engage à les communiquer à chaque changement d'agent.

Le titulaire devra fournir à la personne publique la liste nominative du personnel employé sur chaque site (Henri Mondor et Albert Chenevier) à compter de la date de début d'exécution des prestations. Cette liste sera tenue à jour trimestriellement ou dès ajout ou changement de personne pour une période consécutive supérieure à quinze jours.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation. Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste muni de son certificat d'aptitude médicale.

L'encadrement du titulaire doit connaître à tout moment le positionnement de ses agents sur le site. L'encadrement doit rencontrer le responsable du service restauration et le référent du suivi du marché régulièrement, en accord avec celui-ci.

Le titulaire est responsable de ses personnels en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

Afin d'assurer la coordination dans l'enceinte de l'hôpital, celui-ci organisera avec les chefs des entreprises extérieures qu'il estime utile d'inviter au moins tous les trois mois, des inspections et réunions périodiques.

L'entreprise aura la possibilité de demander, lorsqu'elle l'estime nécessaire pour la sécurité de son personnel, au représentant du Groupe Hospitalier, d'organiser une inspection et de mettre à l'ordre du jour des réunions de suivi des prestations, les points qu'il jugera utile.

Avant d'intervenir dans le service, les agents de l'entreprise devront prendre connaissance, par l'intermédiaire de l'encadrement du titulaire ou de son représentant, des contraintes particulières de la journée.

**L'encadrement devra être joignable durant les plages horaires (téléphone, bip, DECT) de 6h30 à 19h.**

**Le prestataire sera dans l'obligation de désigner un Chef de site, responsable de l'exécution des clauses du marché.**

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	13 / 21

**Le nom et la qualité de cet agent devront être communiqués à la Direction des Achats qui pourra, éventuellement sur argumentation étayée, le récuser.**

### **Badges / Tenues**

Le personnel d'exécution devra être muni **obligatoirement** d'un badge d'identité **avec photo**. Chaque agent devra avoir une hygiène corporelle individuelle très stricte. A ce titre, le personnel de l'entreprise devra effectuer son travail dans une tenue correcte, propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché.

Les chaussures de sécurité agro-alimentaire devront être adaptées au milieu hospitalier, d'un entretien facile, à semelles souples, insonores et ne laissant pas d'empreintes salissantes. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de sa tenue de travail, s'il ne porte pas son badge, si sa tenue est sale et non conforme.

Les rythmes de change des agents devront être adaptés à la nature des tâches d'entretien. **Chaque agent devra avoir à sa disposition le nombre de tenues nécessaire pour garantir une tenue propre quotidiennement.** L'entretien des vêtements professionnels est pris en charge par le titulaire.

**La qualité des vêtements et des chaussures, la dotation, le blanchissage et la distribution devront être communiqués dans le dossier technique.**

Le personnel devra s'habiller conformément aux procédures H.A.C.C.P. du site notamment pour l'utilisation de linge à usage unique (charlotte, masque, sur-blouse) fournie par l'AP-HP.

Le personnel devra utiliser les équipements de protections individuelles mis à sa disposition nécessaire à l'utilisation de certains produits d'entretien conformément aux procédures H.A.C.C.P. du plan de prévention et des fiches de sécurité de ces produits.

### **Discipline intérieure**

Le personnel du titulaire sera soumis aux règlements concernant la discipline intérieure applicable aux agents de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Il lui sera interdit d'accepter les pourboires et **il lui sera interdit de fumer en dehors des pauses** et de consommer des aliments sur son poste de travail, en conformité avec la réglementation H.A.C.C.P. Il sera tenu dans l'obligation de discrétion professionnelle. Les agents de l'entreprise ne devront révéler à quiconque les faits dont ils auront eu connaissance à l'occasion de leur service.

**L'utilisation du téléphone de l'hôpital est interdite pour usage personnel aux agents de l'entreprise.** Dans le cas où il serait constaté que les agents ont utilisé le téléphone à usage personnel, le remboursement des communications sera demandé à l'entreprise.

Est également interdit l'usage des matériels et équipements que renferment les locaux notamment les appareils audio, vidéo, photocopieur, télécopieur, matériel informatique.

Le titulaire s'engage à faire respecter les consignes de sécurité appliquées à la conduite d'engins électriques afin de garantir la sécurité de ses personnels et des personnes publiques et de ses biens. Ainsi, l'utilisation de téléphones portables, de lecteurs de musique et tout autre matériel ne garantissant pas une attention de l'utilisateur est interdite.

Le personnel devra respecter également le code de la route et la signalisation effective dans l'établissement. L'application de pénalités sera effective dès constat de non-respect.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	14 / 21

L'entretien en milieu hospitalier s'effectue en présence du client (patient et personnel hospitalier), ceci implique des attitudes de courtoisie, de politesse. L'organisation et le déroulement des travaux de nettoyage dans les secteurs hospitaliers devront prendre en compte l'organisation de l'activité hospitalière (les soins, les repas, les visites....).

### *7.7.3 Obligations de l'entreprise quant à la formation des personnels*

Elle concerne tous les agents mis à disposition par l'entreprise.

Elle doit être adaptée au poste occupé par l'agent et lui permettre de maîtriser les procédures attachées à ce poste. Une évaluation de chaque agent sera faite une fois par an et une formation adaptée lui sera dispensée en fonction de ses lacunes.

#### *✓ Formation initiale*

Une formation touchant l'ensemble du personnel sera organisée durant les 6 premiers mois du marché par le titulaire, ainsi qu'au recrutement de chaque nouvel agent. A la fois théorique et pratique, elle portera sur l'hygiène liée à la restauration collective hospitalière en rapport avec les missions définies dans le CCTP, les techniques de nettoyage et l'utilisation des différents matériels, la fiche de poste et la connaissance de chaque site.

Une formation « présentation des circuits » à la charge de l'établissement dans les premiers jours du marché sera réalisée. Cette présentation des circuits sera ensuite prise en charge par la formation initiale du titulaire. Elle s'adresse à chaque nouvel agent avant sa prise de poste.

#### *✓ Formation continue*

Une formation continue sera assurée par le titulaire destinée à maintenir les connaissances ainsi que l'acquisition des nouvelles pratiques pour les agents de l'entreprise.

Une évaluation de chaque agent sera faite une fois par an et une formation adaptée lui sera dispensée en fonction de ses lacunes.

A l'issue des six premiers mois, le titulaire présentera un bilan et établira pour chacun des sites la liste des agents ayant participé à ces différentes formations.

Chaque année, il présentera son programme de formation pour l'année en cours ainsi que le bilan de l'année écoulée.

#### *✓ Formation des cadres*

Le titulaire devra faire suivre à ses cadres une formation qui portera sur l'organisation du travail, l'encadrement et le contrôle de qualité.

A l'issue des six premiers mois, le titulaire présentera un bilan et établira pour chaque site hospitalier, la liste des agents ayant participé à ces différentes formations.

Chaque année il présentera son programme de formation pour l'année en cours ainsi que le bilan de l'année écoulée.

#### *✓ Formation de sécurité incendie organisée par les sites hospitaliers*

Le personnel de la société sera tenu d'assister chaque année aux sessions de formation de sécurité incendie organisé par chaque site hospitalier.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	15 / 21

## Sécurité / Accidents

En matière de sécurité, le prestataire aura l'obligation de se conformer au règlement intérieur de l'hôpital.

Le personnel d'exécution devra informer son responsable de tout incident observé lors de ses fonctions ainsi que de toute difficulté dans l'exécution des prestations.

Les accidents du travail et en particulier les cas d'exposition au sang seront signalés au responsable du titulaire qui devra en informer par écrit la directrice du GHU AP-HP. Henri Mondor, et ceci dans les plus brefs délais.

Tout accident doit être enregistré dans le registre d'inscription des accidents du travail du lieu dans lequel il s'est produit.

## **7.8 Obligation de l'entreprise quant à la reprise du personnel**

S'agissant d'une activité nouvelle, le titulaire n'est tenu à une obligation de reprise du personnel actuellement affecté à l'exécution du marché en cours, qu'il soit titulaire de la fonction publique ou contractuel à durée indéterminée ou contractuel à durée déterminée.

### **L'insertion à l'issue du marché**

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire doit répondre à toute demande relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Un tuteur sera nommé pour l'accueil et le suivi du candidat en entreprise.

Au cours de la prestation, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

## **ARTICLE 8 : CONTROLE – SUIVI DU MARCHÉ**

### **8.1 Contrôle**

Dans le mois qui suit le début de l'exécution du marché, le GHU AP-HP. Henri Mondor met en place une procédure, comprenant un ensemble de grilles d'évaluation. Celles-ci sont propres au Groupe Hospitalier et établies par l'établissement. Elles serviront de base au contrôle contradictoire réalisé quotidiennement par secteur à chaque fin de service et sera soumis à l'application éventuelle des pénalités prévues à l'article 13.

Le contrôle est aléatoire, réalisé par sondage, de manière contradictoire par le titulaire du marché et le représentant de l'établissement. En cas d'absence du titulaire, ses résultats lui sont opposables.

Le GHU AP-HP. Henri Mondor se réserve le droit de contrôler conformément aux clauses figurant dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et à tout moment, par un de ses représentants, la bonne exécution des prestations du titulaire.

Par ailleurs, l'établissement, en concertation avec les représentants du Titulaire, réalisera des audits mensuels.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	16 / 21



## 8.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du service donnera lieu à l'émission d'une fiche d'évènement indésirable suivant la procédure prévue par l'hôpital. Une copie sera communiquée au titulaire ; celui-ci devra répondre sous 48 heures en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée au service ainsi qu'au responsable hospitalier chargé du suivi de la prestation.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation des pénalités seront appliquées. En cas de non amélioration, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Le GHU AP-HP. Henri Mondor se réserve également le droit de résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

## 8.3 Insertion de prestations nouvelles

Le GHU AP-HP. Henri Mondor se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites au marché par voie d'acte modificatif.

# ARTICLE 9 - FACTURATION – PAIEMENT

## 9.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément aux articles L2192-1 et R2192-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes du compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN ;
- Le code APE ;
- Le montant hors taxes par prestation commandées et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des prestations réalisées T.T.C. ;
- La formule de révision des prix si les prix ont été révisés.
- Le numéro du marché ;
- Le n° du bon de commande ;
- La date de réalisation de la prestation;

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.  
Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.**

## 9.2 Paiement

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué à l'acte d'engagement.

Les règlements auront lieu, à terme échu, après constat du service fait.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	17 / 21

Le paiement s'effectuera par le biais de mandats administratifs suivant les règles de la comptabilité publique devant le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP.

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **50 jours** à compter de la présentation de la demande de paiement, et ce, conformément aux dispositions de l'article R 2192-11 du Code de la Commande Publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par l'acheteur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Les intérêts moratoires sont régis par les articles R 2192-31 à R 2192-33 du Code de la Commande Publique.

En outre, une indemnisation forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante euros devra être versée (article D2192-35 dudit Code).

Conformément à l'article R2192-36 du Code de la Commande Publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délais de 45 jours suivants la mise en paiement du principal.

### **9.3 Avances**

Un taux d'avance de 30 % pour les PME ou un taux d'avance de 5% du montant du marché pour les autres entreprises peut être accordée au titulaire du marché. Le versement et le remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux modalités des articles R. 2191-3, R. 2191-6, R.2191-7, R.2191-8, R. 2191-16, R. 2191-18, R. 2191-19 du code la commande publique. L'attributaire devra expressément indiquer sur l'acte d'engagement s'il accepte ou refuse l'avance.

## **ARTICLE 10 : ASSURANCES**

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature causé au personnel et aux biens du GHU AP-HP. Henri Mondor du fait :

- De son personnel salarié en activité de travail,
- De ses matériels,
- De ses fournitures.

Le titulaire doit justifier, chaque année, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Il est précisé, en outre, que la prise d'effet du marché est subordonnée à la remise par le titulaire, au département des Marchés Publics du GHU AP-HP. Henri Mondor, d'un exemplaire ou d'une copie de la police d'assurance.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire sera réputé la prendre intégralement à sa charge.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	18 / 21

## ARTICLE 11 : NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent contrat pourra être effectué dans les formes fixées aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code la commande publique.

En application de l'article R. 2191-46 du code la commande publique, l'exemplaire unique est délivré au titulaire à la demande de celui-ci et non plus systématiquement.

## ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont par défaut dispensés du versement de la retenue de garantie. Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie dans les conditions prévues aux articles R 2191-32 à 35 du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION

### 13.1 Pénalités

Tout manquement aux missions, tâches, fonctions, obligations, respect des procédures et protocoles pourra faire l'objet de pénalités en ce qui concerne chaque fonction support.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Toutes les pénalités objet du présent article sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les conditions d'application de ces pénalités sont constatées, celles-ci sont applicables au premier euro, de plein droit, et sans mise en demeure préalable du titulaire du marché.

Il est précisé que si le retard dans la prestation était imputable à l'Administration, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard, par voie de courrier.

#### ✓ Pénalité en cas de manquements dans les organisations de la prestation

Nature de la défaillance :	Niveau d'acceptabilité	Pénalité
Absence physique du chef d'équipe ou de son adjoint	A chaque défaillance	200 €
Non-respect du remplacement d'une absence dans un délai de 2h	Pour chaque constat	100 € par constat
Retards répétitifs d'un personnel	Si > à 3 par semaine	100 € par constat
Absence de réponse écrite à un signalement de dysfonctionnement	48 h après le signalement	100 € par jour de retard
Défaut d'hygiène ou de maintenance des équipements (chariot, auto laveuse, tracteur...)	Pour chaque constat	100 € par constat
Défaut d'entretien des locaux mis à disposition	Pour chaque constat	200 € par constat
Non-respect des obligations exigées dans le CCTP relatives à la tenue de travail, badge nominatif avec photo, port des EPI, port de bijoux et respect de la laïcité même au sein des vestiaires	Pour chaque constat	100 € par constat et par agent
Non-respect du port de la tenue de travail dans les zones d'activité de la restauration	Pour chaque constat	100 € par constat
Non-respect des circuits en restauration	Pour chaque constat	100 € par constat
Non-respect du code de la route au sein de l'établissement	Pour chaque constat	100 € par constat
Utilisation du téléphone portable (oreillette comprise)	Pour chaque constat	100 € par constat
Perte ou dégradation d'un trousseau de clef / salto / badge / DECT	Pour chaque constat	150 € par constat
Non-respect des procédures de nettoyage désinfection	Pour chaque constat	100 € par constat
Analyses bactériologiques réalisées par le site dont les résultats sont non-conformes	Pour chaque constat	100 € par constat

AP-HP HUHMM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	19 / 21

Non présentation d'un plan d'action suite à un résultat bactériologique non conforme	48 h après le signalement	100 € par jour de retard
Non-respect des procédures de tri et d'évacuation des déchets	Pour chaque constat	100 € par constat
Non-respect des fiches missions	Pour chaque constat	100 € par constat
Non-respect du nombre de chariots, conteneurs... tracté	Pour chaque constat	100 € par constat
Non-respect de la procédure de nettoyage et désinfection des conteneurs	Pour chaque constat	50 € par constat
Non-respect des bonnes pratiques de collecte des déchets (filères non respectées)	Pour chaque constat	600 € par constat
Ecart de comportement ayant entraîné une plainte auprès de la coordination logistique	Pour chaque constat	250 € par plainte
Faute lourde : vol, agression physique ou verbale, maltraitance	Pour chaque constat	2 000 € par constat individuel

En cas de dégradation ou de panne due à une mauvaise utilisation du matériel mis à disposition, l'hôpital assurera sans délai la location d'un matériel équivalent à la charge du prestataire pendant la durée de la réparation du matériel d'origine.	Pour chaque constat	Sur devis
--	---------------------	-----------

✓ **Pénalités en cas de non transmission de documents**

Nature de la défaillance	Niveau d'acceptabilité	Pénalité
Plan de continuité d'activité	1 mois à compter du début du marché	200 € par jour de retard
Documents prévus au CCTP <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Nom-prénom-grade de chaque agent</li> <li>○ Aptitude médicale</li> <li>○ Situation administrative : titulaire/CDD</li> </ul>	1 mois à compter du début du marché	200 € par jour de retard
Non transmission de documents administratifs (attestation fiscale, attestation URSSAF, attestation d'assurance)	1 mois à compter de la fin de validité de l'attestation	100 € par mois de retard

✓ **Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé**

Conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du Code du Travail, lorsque l'acheteur constate ou est informé du non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 et L8221-5 du même code, il met en demeure le Titulaire de régulariser la situation.

A défaut de régularisation, l'acheteur peut soit appliquer des pénalités soit résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

Ces pénalités s'élèvent :

- à 45 € par jour de retard à compter de l'expiration du délai de la mise en demeure, fixé par décret en Conseil d'Etat, et confirmé par l'avis de réception;
- au maximum à 10% du montant total du marché ;
- au maximum à 45 000 euros (amende prévue à l'article L8224-1), à 75 000 euros (amende prévue à l'article L8224-2), à 1 000 000 euros (amende prévue à l'article L8224-5).

Elles s'appliquent sur le montant hors taxes de la facture mentionnée à l'article 9.1.

### 13.2 Résiliation, litiges

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS et des articles R2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	20 / 21

Le titulaire peut demander la résiliation du marché conformément aux articles 40.1 et 40.2 du CCAG-FCS.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, l'acheteur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations.

Pour chaque mise en demeure, le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'acheteur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Tout différend du titulaire avec l'acheteur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 46 du CCAG-FCS et des articles R 2197-1, R 2197-16, R 2197-23 à 24 du Code de la Commande Publique.

#### **CAS DU TITULAIRE ETRANGER**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent.

Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, aux termes du C.C.A.G., l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine.

#### **EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE**

Les conditions d'exécution aux frais et risques du titulaire sont définies dans l'article 45 du CCAG FCS.

#### **MISE EN PLACE D'UN MARCHE CENTRAL AP-HP**

Le GHU AP-HP. Henri Mondor se réserve la possibilité de résilier le marché ou accord-cadre, à tout moment et sans indemnités, si la centrale des Achats Centraux Hôteliers Alimentaires et travaux (ACHAT) de l'APHP, contractualise un marché couvrant ce besoin pendant la durée d'exécution du présent marché.

### **ARTICLE 14 : DEROGATIONS**

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G.-FCS :

Article du CCAP	Article du CCAG correspondant	Objet de l'article auquel il est dérogé
Article 1.3	Article 13.1	Durée du marché
Article 3	Article 4.1	Ordre des pièces
Article 5 et 13	Article 32.1	Résiliation
Article 13	Article 14	Pénalités pour retard

Les autres dispositions dudit CCAG s'appliquent pleinement au marché.

AP-HP HUHM	Consultation n° HMN25A09SRV	HMN - ACH
CCAP	Nouvelle activité du nettoyage de la vaisselle (plateaux, assiettes, cloches, ramequins), et des équipements de cuisine (batterie, ustensiles, chariots) en plonge au sein des cuisines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri-Mondor et Albert- Chenevier, suite à la réorganisation de la production en « passage à l'assiette ».	21 / 21